

LA TURQUIE REJETTE SON STRAPONTIN A L'UE

Elle enrage d'être écartée du club des nominés pour l'élargissement.

Luxembourg envoyés spéciaux

«C

ne fut pas un sommet sur la Turquie», a lancé samedi soir, agacé, Jean-Claude Juncker, le Premier ministre luxembourgeois et président en exercice de l'Union européenne. Vrai, même si la lancinante «question turque» a occupé une bonne partie de l'agenda des chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Luxembourg, vendredi et samedi. L'Histoire retiendra surtout que l'Union a décidé d'entamer, au printemps prochain, des négociations d'adhésion avec cinquante démocraties populaires (Estonie, Pologne, République tchèque, Hongrie, Slovaquie) — et avec Chypre —, mettant ainsi définitivement fin à la scission du continent européen en deux blocs irréductibles.

Mais voilà, la Turquie a décidé de troubler ces retrouvailles européennes dont elle était écartée. Par ailleurs, hier, à l'issue d'un Conseil des ministres, la rupture de tout dialogue politique avec l'UE, son refus de participer à la «conférence européenne» et la poursuite de l'intégration de la partie nord de Chypre, qu'elle occupe depuis 1974, si le gouvernement de l'entame des négociations d'adhésion comme cela est prévu, le gouvernement turc s'invite de force à la table des Quinze. Et ces derniers sont désormais au pied du mur pour trouver rapidement une solution à cette crise diplomatique.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union, il est vrai, avaient dissocié la Turquie du «processus d'élargissement» stricto sensu qui, de fait, ne concernera que les dix pays d'Europe centrale et orientale plus Chypre. Les Quinze estiment, en effet, que ce pays — déjà lié à l'UE par un accord d'union douanière depuis 1996 et candidat à l'adhésion depuis 1963 — ne remplit ni les critères économiques ni surtout politiques pour être placé sur la même ligne de départ que les Onze. Sans compter qu'Ankara refuse tout geste — notamment en acceptant la compétence de la Cour internationale de La Haye — afin de régler ses différends territoriaux avec la Grèce et Chypre ou en matière de droits de l'homme. En attendant qu'il respecte l'en-



Lors de la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze et des onze pays candidats à l'élargissement samedi après-midi à Luxembourg

semble des critères d'adhésion — comme cela est demandé aux anciennes démocraties populaires —, les Quinze, tout en réaffirmant «l'éligibilité de la Turquie à l'adhésion à l'Union européenne», déjà reconnue en 1963, lui propose une «stratégie pour [la] préparer à l'adhésion en la rapprochant de l'Union européenne dans tous les domaines». Pour l'essentiel, il s'agit de débloquer l'aide financière promise par Bruxelles (près de 2 milliards de francs) — et prise en otage par Athènes — et de lui offrir un siège à la «conférence européenne», un forum de discussion politique réunissant les Quinze, les onze candidats et la Turquie. Une conférence aux allures de lot de consolation...

Un package deal jugé d'autant plus acceptable par les Européens qu'il n'était rien demandé en échange, dans l'immédiat, à Ankara. «L'Europe, aujourd'hui, a dit un grand ouï-à

la Turquie», a même souligné Jean-Claude Juncker, tandis que des membres de la commission tentaient dans les couloirs de convaincre les journalistes turcs que c'était un «grand succès» pour leur pays... Cela étant, la France aurait aimé que l'Union aille plus loin et place la Turquie à égalité sur la ligne de départ avec les autres. «J'ai un petit regret» à propos de la Turquie, a expliqué Jacques Chirac, samedi, à l'issue du sommet : «Mais, compte tenu d'une opposition tout à fait compréhensible de nos amis grecs, nous n'avons pu faire les avancées que je souhaitais.» Les «faucons» turcs en ont profité, jouant sur l'humiliation d'être ainsi rejetés en troisième division : la Turquie n'est pas placée «sur un pied d'égalité avec les autres candidats», a ainsi expliqué, hier, Mesut Yilmaz, le Premier ministre turc. La résolution de l'UE «contenait des déclarations partiales et excessives, et posait des conditions politiques basées sur le parti pris». Les Etats Unis, qui ont multipliés les

pressions, au cours du sommet européen, afin qu'une solution soit trouvée propre à satisfaire cet important membre de l'Otan de par sa situation géographique, vont sans doute devoir jouer les pompiers, afin d'éviter un regain de tension en Méditerranée.

Cette crise, en tout état de cause, perturbe tout le processus d'élargissement tel qu'il a été défini à Luxembourg. Déjà, le lancement de la conférence européenne, en mars 1998 à Londres, n'a plus grand sens sans la Turquie. Ensuite, Chypre risque de facto de se retrouver exclue, tant du «processus d'adhésion» — débutant le 30 mars 1998 — que des «négociations d'adhésion» proprement dites, qui devaient être lancées quelques jours plus tard avec les six pays les plus avancés économiquement. Car passer outre au veto turc risque d'enclencher une dangereuse spirale entre Bruxelles et Ankara.

PIERRE HASKI
JEAN QUATREMER
Lire aussi en page 11

Les contours flous de la future Europe

L'UE esquivé les questions les plus difficiles dont la réforme politique.

Luxembourg envoyés spéciaux

Les querelles habituelles et les nombreuses questions restées sans réponse pourraient faire oublier l'essentiel : à Luxembourg, l'Europe a commencé à réparer sa fracture des lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Il est revenu à la délégation polonaise, et en particulier à son ministre des Affaires étrangères, le subtil professeur Bronislaw Geremek, historien et ancien dirigeant du syndicat Solidarité, de souligner l'importance du moment. Ce 13 décembre, jour du lancement du processus d'élargissement, était également le 16^e anniversaire de l'état d'urgence imposé en Pologne pour écraser Solidarité et, a-t-il rappelé,

consolider le rideau de fer entre les deux Europe. L'entrée dans l'Union européenne, désormais sur les rails, des anciens pays communistes d'Europe centrale et orientale constitue une belle revanche historique. Difficile, pour autant, de sortir de ce sommet avec une idée plus précise de ce que sera l'Europe du XXI^e siècle, tant dans ses contours politiques que géographiques. Les Quinze ont esquivé les questions les plus difficiles, transformant cet élargissement en un pari existentiel pour une Europe qui échappe, de plus en plus, aux schémas et aux concepts de ses pères fondateurs. S'ils ont cédé à la légitime attente de l'«autre» Europe en lui ●●●